

A. Bouayach: "Mes attributions sont d'ordre politique"

Maroc Hebdo

23-29/04/10

ENTRETIEN. Amina Bouayach, présidente de l'OMDH, explique les implications de son élection en tant que vice-présidente de la Fédération internationale des Droits de l'Homme.

PROPOS RECUEILLIS PAR AÏSSA AMOURAG



Maroc Hebdo International: Comment a eu lieu votre élection comme vice-présidente de la Fédération internationale des Droits de l'Homme (FIDH)?

Amina Bouayach: C'est une élection à bulletins secrets. Mes pairs dans cette fédération, dont je suis membre depuis 2007, m'ont choisie parce qu'ils ont apprécié mon travail et mon action pour la promotion des droits de l'Homme dans le monde. J'ai évolué dans plusieurs organes de gestion de cette ONG internationale, où j'ai fourni un travail considérable.

Quelles sont vos prérogatives de vice-présidente de la FIDH?

Amina Bouayach: Mes attributions sont fondamentalement politiques, j'interviendrai auprès des pouvoirs publics, des décideurs et des institutions internationales, pour apporter des solutions à tout problème lié aux violations des droits humains, j'avoue que ma tâche ne sera pas de tout repos, mais je suis déterminée à réussir dans ma tâche.

Pouvez-vous nous faire un bilan de votre action en tant que présidente de l'Organisation marocaine des Droits humains (OMDH)?

Amina Bouayach: j'assume toujours mes fonctions de présidente de l'OMDH. Grâce à notre action et à celle d'autres ONG, une nouvelle approche des droits de l'Homme s'est installée au Maroc. Nous avons presque oublié les années de plomb, une période sombre de l'histoire marocaine. Trois éléments majeurs guident actuellement notre action: La défense des droits de l'Homme, la consolidation de la démocratie et le développement humain. Pour nous, c'est une approche intégrée que nous avons largement débattue lors du dernier congrès mondial de la FIDH.

Les droits de la femme, ont-ils évolué dans le bon sens?

Amina Bouayach: Nous avons, certes, réalisé pas mal de progrès concernant la place de la femme dans la société marocaine. Et on peut même dire que l'expérience marocaine a réussi. Mais, revers de la médaille, dans l'espace public et sur le plan culturel, je constate que la femme n'a pas encore acquis pleinement ses droits, notamment sa liberté d'expression et d'action. Elle reste encore, malheureusement, prisonnière d'un certain nombre de dogmes et de traditions d'une autre époque. Mais, pour dépasser cette situation, je pense à deux choses, essentielles à mon avis: l'éducation et la formation.

Pensez-vous que la liberté de la presse a régressé chez nous?

Amina Bouayach: Au contraire, l'espace des libertés s'est élargi chez nous. Ce que je peux dire, en revanche, c'est que cette ouverture et cet élargissement des libertés a causé des dysfonctionnements et des violations de part et d'autre. Pour moi, il s'agit tout simplement d'une période de transition. Il appartient donc aux pouvoirs publics, comme aux journalistes et aux éditeurs de journaux, de faire des efforts pour améliorer ce climat de liberté. Le débat qui se déroule actuellement au Parlement est tout à fait nécessaire et bénéfique, j'y ai participé personnellement, car je considère que ce processus est irréversible.

http://www.maroc-hebdo.press.ma/MHinternet/Archives_883/html_883/bouayach.html

Souhayr Belhassen : la capitale de l'Arménie s'est métamorphosé en capitale des droits de l'homme aujourd'hui

Nouvelles d'Arménie

14.04.10



Le président Serge Sarkissian a reçu Souhayr Belhassen, la Présidente de la Fédération Internationale des Droits de l'homme (FIDH), qui est arrivé en Arménie pour participer au 37ème Congrès de la Fédération.

Le président Sarkissian a fortement apprécié la coopération entre la FIDH et l'Arménie et s'est félicité de la décision de tenir le congrès de la Fédération en Arménie. Le Président a noté que l'Arménie a toujours quelques questions à résoudre dans le champ de la défense des droits de l'homme, mais il est évident qu'ils ne peuvent pas être résolus en un jour.

Mme. Belhassen a exprimé sa gratitude à Serge Sarkissian pour les efforts de l'Arménie de conduire le congrès à un haut niveau. Elle a caractérisé l'organisation du forum dans notre pays comme un événement historique, notant que “ la capitale arménienne s'est métamorphosée en capitale de droits de l'homme aujourd'hui. ”

Mme Belhassen a dit que l'Arménie est dans une position avantageuse dans la région en ce qui concerne la défense des droits de l'homme. La Présidente de la Fédération Internationale des Droits de l'homme a exprimé l'espoir que la coopération avec l'Arménie continuerait à se développer, améliorant l'activité des structures arméniennes appelées à protéger des droits de l'homme.

En même temps elle a noté que les autorités arméniennes n'ont jamais failli à répondre à ses demandes diverses. Le président Sarkissian a souhaité une activité couronnée de succès aux participants du congrès et a exprimé l'espoir qu'ils auraient une occasion d'apprendre sur notre histoire et nos traditions.

http://www.armenews.com/article.php3?id_article=60036

L'accrochage entre des partisans du Congrès national arménien et des policiers

Nouvelles d'Arménie

14.04.10

L'accrochage entre des partisans du Congrès national arménien et des policiers Haykakan Jamanak et Aravot rendent compte de l'accrochage entre des partisans du Congrès national arménien et des policiers devant la Cour constitutionnelle alors que cette dernière avait repris l'examen de la requête de Nikol Pachinian d'invalider les résultats des élections partielles dans la circonscription 10 d'Erevan, le 10 janvier dont il était l'un des candidats malheureux. Les policiers ont voulu confisquer les portraits de Pachinian ce qui a suscité la résistance des manifestants. Haykakan Jamanak note que lors du congrès de la FIDH, aucune manifestation d'opposants n'a été réprimée, mais il a suffi que les représentants de la FIDH quittent l'Arménie pour que les accrochages reprennent.

Azg, Haykakan Jamanak, Aravot et 168 Jam relèvent que dans le cadre du 37ème congrès de la FIDH qui s'est tenu à Erevan, les organisations membres de la FIDH en Arménie et en Turquie ont finalisé une déclaration commune, relevant que la protection des droits de l'Homme en Turquie et dans le Sud Caucase est fondamentale dans le processus de construction de la paix, de réconciliation et de relations de bon voisinage entre les pays de la région, pour garantir la sécurité, le bien être et la dignité des peuples dans la région. Elles appellent les deux pays et sociétés à joindre leurs efforts pour créer l'environnement et le processus nécessaires pour résorber les conséquences négatives des violations des droits de l'Homme commises par le passé, y compris les discriminations fondées sur l'origine ethnique, la religion, etc, et à se conformer aux normes internationales de protection des droits de l'Homme. Elles appellent en outre les partis politiques en Turquie et en Arménie, qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition, à se conformer à leur devoir de prendre toutes les mesures nécessaires pour normaliser les relations entre les deux pays et sociétés. Cela inclut la nécessité de mettre en oeuvre les protocoles bilatéraux et l'ouverture de leurs frontières respectives. Golos Arménii critique la tenue d'un festival de films tures en Arménie financé en partie par l'Ambassade britannique. L'auteur de l'article estime que la Grande Bretagne n'a aucun droit moral de s'ingérer, sous aucune forme, dans les relations arméno-turques, tant qu'elle n'aura pas reconnu le génocide arménien.

http://www.armenews.com/article.php3?id_article=60203

Les quotidiens arméniens commentent le congrès de la FIDH à Erevan

Nouvelles d'Arménie

13.04.10

Les quotidiens commentent le congrès de la FIDH à Erevan et l'initiative des défenseurs des droits de l'Homme de rejoindre le rassemblement du Congrès national arménien, le 6 avril (cf. la revue du 07.04). Alors que le Congrès national arménien a qualifié cette mesure de « fiasco » pour les autorités arméniennes,

Golos Arménii la qualifie d'« ingérence dans les affaires intérieures de l'Arménie ». Dans les pays normaux, de tels « défenseurs des droits de l'Homme » qui ont rejoint le rassemblement des opposants et crié avec eux « Levon Président !!! » seraient rappelés à l'ordre avec un carton jaune, estime Golos, d'après lequel un défenseur français serait allé jusqu'à mettre dans un même panier les victimes du génocide arménien et celles du 1er mars 2008. « De tels professionnels défendent les droits de l'Homme », écrit Golos.

Hayots Achkhar rappelle que les participants au congrès dont la présidente de la FIDH étaient des hôtes en Arménie et que « la défense des droits de l'homme » implique au premier chef une impartialité politique. « Comment se fait-il que dans cette « Arménie autocratique », la FIDH ait pu tenir son congrès, rejoindre sans aucun obstacle le rassemblement des opposants et y tenir des discours ? », se demande Hayots Achkhar. « N'est-ce pas que cette autocratie arménienne est une merveille ? », poursuit le quotidien en estimant que la Présidente de la FIDH est allée un peu loin dans ses actions.

En revanche, Nikol Pachinian, rédacteur en chef de Haykakan Jamanak estime dans son éditorial que le congrès de la FIDH a été un fiasco pour les autorités arméniennes qui comptaient lui faire servir leurs intérêts. Mme Belhassen, Présidente de la FIDH a vite compris, selon N. Pachinian, que l'on voulait se servir d'elle et a pris de telles initiatives dont les autorités sont encore sous le choc.

Guevorg Danielian, Ministre de la Justice, n'a pas voulu commenter les déclarations des représentants de la FIDH, organisation « non officielle ». Mme Belhassen, quant à elle, a affirmé dans une interview à RFE/RL, cité par Azg, Aravot et 168 Jam, que l'existence de prisonniers politiques en Arménie était incontestable et qu'elle a évoqué cette question avec le chef de l'Etat arménien.

Elle a affirmé avoir transmis un message pour la remise en liberté des « prisonniers politiques », pour une enquête impartiale des circonstances de la mort des 10 victimes du 1er mars 2008, pour le respect de la liberté d'expression et de la justice et pour le non recours à la torture contre des personnes en détention. Elle a ajouté que les organisateurs du congrès ont rejoint le rassemblement de l'opposition dans le but de parvenir à la remise en liberté des « prisonniers politiques » qui était aussi le souhait de la foule rassemblée et non parce que c'était un rassemblement d'opposition. L'on a voulu, d'après elle, faire montre de soutien aux personnes rassemblées.

Haykakan Jamanak annonce que le défenseur iranien des droits de l'Homme Shirin Ebadin, lauréate du prix Nobel de la paix, a rendu visite à quelques-uns des « prisonniers politiques » dont Nikol Pachinian, Sassoun Mikayelian, Sargis Hatspanian...etc.

Le 37ème congrès de la Fédération internationale des Droits de l'Homme à Erevan

Nouvelles d'Arménie

12.04.2010



Plusieurs partisans du CNA, ainsi que les parents des victimes du 1er mars et des « prisonniers politiques » ont fait un piquet, en tenue de prisonniers et brandissant des pancartes, devant le bâtiment d'Opéra où se tenait le congrès. Ceux-ci ont été par intermittence rejoints par les défenseurs des droits de l'Homme prenant part au congrès qui ont exprimé leur solidarité. Prenant la parole, la présidente de la FIDH, Souhayr Belhassen, a adressé trois messages aux autorités arméniennes : remettre en liberté les

prisonniers politiques ; autoriser la ré-émission de la chaîne A1+ ; mener une enquête impartiale et indépendante afin d'élucider les circonstances de la mort des 10 victimes du 1er mars 2008 suite à l'usage disproportionné de la force par les services de sécurité. La FIDH espère des réponses concrètes à ces préoccupations. Haykakan Jamanak rapporte en outre les propos du Président d'honneur de la FIDH, Patrick Baudouin selon lequel l'on a choisi l'Arménie pour tenir le congrès de la FIDH parce que « tout n'est pas normal en la matière et qu'il y a du travail à faire ». En Arménie la Justice ne correspond pas, selon lui, aux critères européens des droits de l'Homme et il existe des problèmes liés à la défense des droits de l'Homme. Les quotidiens signalent la venue du procureur du Tribunal pénal international, Luis Moreno Ocampo dans le cadre de ce congrès. Celui-ci a été reçu en audience par le Président Sarkissian.

Le soir, les organisateurs du congrès ont rejoint des milliers de partisans du Congrès national arménien qui ont manifesté au centre-ville. Ils ont soutenu les appels des manifestants exigeant la libération immédiate des « prisonniers politiques ». « Mes chers amis, la FIDH est avec vous », a déclaré la présidente, Souhayr Belhassen, ajoutant que « nous voulons la liberté pour les prisonniers ». Azg s'étonne de cette prise de position de la présidente de la FIDH, alors que le matin elle avait affirmé, lors d'un entretien avec le Président Sarkissian, qu'en termes de la défense des droits de l'Homme, l'Arménie s'est classée en bonne position dans la région et que Erevan s'est transformée ce jour-ci en capitale des droits de l'Homme. « Le matin n'était-elle pas informée de l'existence de prisonniers politiques en Arménie ? ou a-t-elle voulu se montrer gentille devant la foule de l'opposition ? », se demande Azg sur un ton ironique.

Le Président Sarkissian, quant à lui, a reconnu l'existence de « nombreux problèmes » sur la protection des droits de l'Homme en Arménie et noté que « si ces problèmes sont plus nombreux aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a quelques années, notre travail exige un examen sérieux. Mais s'il existe des progrès, cela signifie que nos efforts sont déployés dans la bonne direction ».

Le Président Sarkissian, quant à lui, a reconnu l'existence de « nombreux problèmes » sur la protection des droits de l'Homme en Arménie et noté que « si ces problèmes sont plus nombreux aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a quelques années, notre travail exige un examen sérieux. Mais s'il existe des progrès, cela signifie que nos efforts sont déployés dans la bonne direction ».

http://www.armenews.com/article.php3?id_article=60134

Génocide Arménien : La FIDH soutient la déclaration commune de ses organisations membres en Turquie et en Arménie.

Nouvelles d'Arménie

11.04.10

Le 37ème Congrès de la FIDH salue la mémoire des victimes du génocide arménien et soutient les efforts des ligues membres de la FIDH en Arménie et en Turquie. Dans le cadre du 37ème congrès de la FIDH, les organisations membres de la FIDH en Arménie (le Civil Society Institute, CSI) et en Turquie (Human Rights Foundation of Turkey, HRFT et Insan Haklari Derneg, IHD) ont finalisé une déclaration commune :

Déclaration conjointe des organisations membres de la FIDH en Arménie et en Turquie :

Nous sommes fermement convaincus que la protection des droits de l'Homme en Turquie et dans le Sud Caucase est fondamentale dans le processus de construction de la paix, de réconciliation et de relations de bon voisinage entre les pays de la région, pour garantir la sécurité, le bien être et la dignité des peuples dans la région.

Nous appelons les deux pays et sociétés à joindre leurs efforts et créer l'environnement et le processus nécessaires pour résorber les conséquences négatives des violations des droits de l'Homme commises par le passé, y compris les discriminations fondées sur l'origine ethnique, la religion, etc, et à se conformer aux normes internationales de protection des droits de l'Homme.

Nous appelons au respect de la liberté d'expression dans tous les pays, vecteur essentiel du respect des droits de l'Homme dans la région, et à l'abrogation de toutes les lois et pratiques qui constituent des obstacles à la liberté d'expression, y compris celles imposant des contraintes au dialogue entre Arméniens et Turcs, tel l'article 301 du Code pénal turc.

Nous appelons les partis politiques en Turquie et en Arménie, qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition, à se conformer à leur devoir de prendre toutes les mesures nécessaires pour normaliser les relations entre les deux pays et sociétés. Cela inclut l'impérieuse nécessité de mettre en oeuvre les Protocoles bilatéraux sur la normalisation des relations diplomatiques et l'ouverture de leurs frontières respectives. Des progrès en ce sens, et le processus de démocratisation en Turquie, généreront un environnement favorable pour aborder à la question douloureuse du génocide arménien.

Nous dénonçons toutes les formes d'hostilité entre les nations de la région, alimentées par les structures et ambitions militaires. Afin d'assurer une paix durable entre l'Arménie et la Turquie et de prévenir toute hostilité mutuelle à l'avenir, nous appelons les deux gouvernements à ratifier et mettre en oeuvre le Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Dans l'objectif de construire des ponts entre les deux sociétés, nous appelons les deux pays à mettre en oeuvre des politiques inclusives et à abandonner les approches exclusives dans toutes les domaines. Nous appelons les gouvernements et les sociétés civiles des deux pays à promouvoir un traitement égalitaire et juste dans toutes les sphères de la vie, y compris les médias, l'éducation, l'administration, les pratiques juridiques et la vie publique.

Mme Bouayach élue vice-présidente de la Fédération internationale des droits de l'Homme

Agence Maghreb Arabe Press

10.04.10

Yerevan (Arménie), 10/04/10- Mme Amina Bouayach, présidente de l'Organisation marocaine des droits de l'Homme (OMDH), a été élue, samedi, vice-présidente de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), qui tient son 37^e congrès international à Yerevan en Arménie. Sur les 19 candidats en lice, Mme Bouayach a pu recueillir 58 voix sur 71. Dans un entretien téléphonique à la MAP, Mme Bouayach a indiqué que le congrès a examiné en particulier l'avenir de la fédération durant les 10 prochaines années, en tant qu'organisation mondiale qui compte actuellement 164 ligues des droits de l'homme, à travers le monde. Ce thème, a-t-elle ajouté, sera débattu au niveau des commissions et des régions représentées au sein de la Fédération.

37e CONGRES DE LA FIDH : Me Assane Dioma Ndiaye, nommé rapporteur général

Walfadjiri

10.04.10

Le président de l'Organisation nationale des droits de l'homme du Sénégal (Ondh) Maître Assane Dioma Ndiaye a été nommé rapporteur général du 37e congrès de la Fédération des ligues des droits de l'homme (Fidh) ouvert lundi à Erevan (Arménie), a-t-on appris de bonne source.

La manifestation, qui se poursuivra jusqu'à samedi dans la capitale arménienne, verra probablement la réélection de la Tunisienne Souhayir Belhasen, présidente sortante de la Fidh et candidate à sa succession, rapporte notamment un communiqué transmis jeudi à l'Aps.

La FIDH rend hommage aux victimes des heurts de 2008

Armenews.com

08.04.2010

La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), s'est engagée à découvrir la pleine vérité sur les affrontements post-électoraux de mars 2008 en Arménie.

Souhayr Belhassen, présidente de la FIDH, a rendu hommage à huit partisans de l'opposition arménienne tués lors des troubles et a assuré aux parents que le groupe, basé à Paris, s'efforcera de présenter les « criminels » responsables de leur mort devant la justice.

« Nous sommes venus ici parce que nous défendons la vérité, nous défendons la justice, nous défendons tous ceux qui sont morts pour la liberté », a déclaré Belhassen à Erevan. « Vos enfants ne sont pas morts pour rien. Vos enfants vont faire progresser ce pays. »

La conférence de la FIDH a débuté mardi et rassemblera plus de 300 défenseurs des droits de l'homme venus de 140 pays. Parmi eux, Shirin Ebadi, pris Nobel de la paix en 2003 et militante iranienne de premier plan.

Le président Serge Sarkissian était attendu pour le discours d'ouverture du forum de l'ONG. Il a finalement annulé son intervention pour des raisons inconnues.

L'événement a déjà été entaché par un boycottage de certains groupes arméniens de défense des droits de l'homme invités à prendre la parole. Leurs dirigeants ont accusé la FIDH d'être réticente à discuter des affrontements meurtriers et répercussions des élections de février 2008.

Le Congrès national arménien (HAK) a également exprimé son inquiétude, affirmant que les autorités arméniennes ont convaincu la FIDH de tenir la conférence à Erevan dans le but de redorer leur image à l'étranger. Belhassen a rencontré le dirigeant du HAK, Levon Ter-Petrossian, pour discuter de ces préoccupations, dimanche. Dans une courte déclaration, le HAK a cité Ter-Petrossian affirmant que la non-adoption d'une position « de principe », par la FIDH, sur la « déplorable » situation de la démocratie et des droits de l'homme dans le pays « décevrait profondément » les Arméniens. Cela constituerait aussi « un gros cadeau aux autorités dictatoriales de l'Arménie ».

Belhassen a cherché à dissiper ces craintes, alors qu'elle rencontrait les parents et les proches des partisans de Ter-Petrossian tués dans les affrontements de 2008. « Nous sommes également venus montrer comment la justice doit être administrée dans ce pays », a-t-elle déclaré.

« Je vous demande de rester mobilisés et nous espérons que la vérité sera révélée et que les criminels seront punis un jour. »

http://www.armenews.com/article.php3?id_article=60011

Première visite du SG de l'OIF en Arménie

Xinhua

07-04-2010

Le secrétaire général (SG) de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Abdou Diouf est arrivé lundi dernier en Arménie pour une visite officielle du 5 au 7 avril, a-t-on appris d'un communiqué de l'OIF publié mardi.

Selon le texte, pour sa première visite en Arménie, pays membre associé de l'OIF depuis le Sommet de Québec de l'organisation en 2008, M. Diouf rencontrera les plus hautes autorités du pays.

Le SG de l'OIF "se rendra également au mémorial du Génocide arménien, ainsi qu'à l'Université linguistique d'Etat, membre de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF)", précise le communiqué.

Enfin, il participera à la cérémonie d'ouverture du 37e Congrès de la Fédération internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH), qui se tiendra du 6 au 8 avril à Erevan, capitale arménienne, selon la même source.

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=4&id=42214>

La FIDH a participé à la manifestation du HAK

Armenews.com

07.04.2010



Les organisateurs de la conférence de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), à Erevan, ont rejoint dans la rue des milliers d'Arméniens exigeant la libération immédiate des partisans de l'opposition restés en prison.

« Mes chers amis, la FIDH est avec vous, a déclaré sa présidente, Souhayr Belhassen. Nous voulons la liberté pour les prisonniers. »

Shirin Ebadi, militante et lauréate du prix Nobel de la paix, a décrit la douzaine d'opposants emprisonnés comme des « prisonniers politiques ».

Le dirigeant du Congrès national arménien (HAK), Lévon Ter-Pétrossian a quant à lui salué la présence de la FIDH au rassemblement.

Le président Serge Sarkissian a reconnu l'existence de « nombreux problèmes » sur la protection des droits de l'homme en Arménie. Il a d'ailleurs rencontré les organisateurs de la conférence, mardi.

« Si ces problèmes sont plus nombreux aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a plusieurs années, notre travail exige un examen sérieux. Mais s'il existe des progrès, cela signifie que nos efforts sont déployés dans la bonne direction », a indiqué le service de presse présidentiel.

http://www.armenews.com/article.php3?id_article=60012

Shirin Ebadi se montre nuancée sur la situation des droits de l'homme en Arménie

Nouvelles d'Arménie

07/04/10

La situation des droits de l'homme en Arménie n'est pas aussi mauvaise qu'on pourrait le croire, a affirmé mardi Shirin Ebadi, l'une des dissidentes du régime iranien et lauréate du Prix Nobel de la paix, lors d'une conférence internationale à Erevan.

Ebadi fait partie des quelque 300 militants assistant à la conférence annuelle de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH).

S'exprimant lors d'une conférence de presse conjointes avec les dirigeants de la FIDH, elle a rejeté les allégations selon lesquelles le colloque enverrait un message négatif sur le bilan des autorités arméniennes sur la question des droits de l'homme.

« Nous savons qu'il existe des violations des droits de l'homme dans ce pays. Toutefois, lorsque nous l'avons comparé avec d'autres pays de la région, nous avons estimé que la situation n'était pas aussi mauvaise que dans d'autres pays. »

« Nous allons tous travailler ensemble pour la rendre meilleure », a-t-elle ajouté.

Avocate et ancienne juge, Ebadi a remporté le Nobel de la Paix en 2003 pour ses efforts dans la promotion de la démocratie et des droits de l'homme, en particulier pour les femmes et les enfants iraniens. Elle est devenue la première iranienne et première femme musulmane à recevoir le prix.

Cette reconnaissance internationale n'a pas amélioré ses rapports avec le pouvoir iranien. Les autorités iraniennes ont notamment interdit, en 2008, l'organisation non gouvernementale de premier plan qu'elle avait fondée en 2001.

« Il existe de nombreux journalistes qui sont emprisonnés en Iran, en ce moment, a ajouté Ebadi. Nous ne pouvons pas tenir des réunions de ce genre dans mon pays. Même moi, je n'ai pas le pouvoir d'être active en Iran. »

Cependant, le 37ème congrès de la FIDH, par la voix de sa présidente, Souhayr Belhassen, avait appelé le jour même à la libération immédiate des prisonniers politiques en Arménie. La FIDH a également réitéré sa demande d'une enquête indépendante et crédible sur les événements de mars 2008 et sur l'usage disproportionné de la force par les services de sécurité. Enfin, la FIDH a exprimé ses préoccupations sur les conditions d'organisation et de tenue des scrutins électoraux et sur les obstacles à la liberté de l'information.

« Nous avons exprimé ces préoccupations à plusieurs reprises ces derniers mois aux autorités arméniennes au plus haut niveau - et ce matin encore au Président de la République, comme nous l'avons promis hier aux familles des victimes et des prisonniers politiques », a déclaré Souhayr Belhassen. « L'ensemble de ces points préoccupent le congrès de la FIDH tout entier qui aujourd'hui, par ma voix, lance un appel aux autorités : nous espérons des réponses concrètes à ces préoccupations. Nous persisterons jusqu'à les obtenir », a-t-elle ajouté.

“Libérer tous les prisonniers politiques et poursuivre en justice les responsables de la mort de dix personnes lors des événements du 1er mars, sont deux des conditions essentielles pour une justice efficace en Arménie”, a conclu Artak Kirakosyan, représentant du Civil Society Institute, organisation membre de la FIDH en Arménie.

Erevan : une défenseuse de droits azerbaïdjanaise participe à une manifestation de l'opposition arménienne

APA

07/04/10

Bakou – APA. L'avocate iranienne, la défenseuse de droits Shirin Ebadi a participé le 6 avril à une manifestation de l'opposition arménienne à Erevan, a indiqué « Armenia Today ».

Mme Ebadi a demandé du gouvernement arménien de délibérer les prisonniers politiques sans préalables : « Nous informerons le monde à propos de vous » a-t-elle déclaré.

La présidente de ma Fédération Internationale des droits de l'homme (FIDH) Souhayr Belhassen a pris ensuite la parole : « Nous sommes ici pour soutenir les prisonniers politiques. Nous ferons des efforts pour qu'ils gagnent la liberté » a-t-elle martelé.

Azerbaïdjanaise par son origine, Shirin Ebadi a reçu le Prix Nobel de la paix en 2003.

<http://fr.apa.az/news.php?id=9531>

Abdou Diouf rend visite aux autorités arméniennes

www.aps.sn

06/04/2010

Dakar, 6 avr (APS) - Le Secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf, séjourne depuis lundi en République d'Arménie, indique un communiqué reçu mardi à l'APS

Ce déplacement, qui prend fin mercredi, rentre "dans le cadre d'une visite officielle aux autorités arméniennes", précise la même source.

Le programme de l'ancien président sénégalais "prévoit, relève le communiqué, des rencontres avec le président de la République, le président de l'Assemblée nationale, le ministre des Affaires étrangères, ainsi qu'avec Sa Sainteté Karékine II, patriarche suprême et Catholicos de tous les Arméniens".

Abdou Diouf, souligne le communiqué, "se rendra également au mémorial du Génocide arménien et à l'Université linguistique d'Etat, membre de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF)".

Selon le communiqué, "c'est la première fois que le secrétaire général de la Francophonie se rend dans ce pays membre de l'OIF, qui a accédé au statut de membre associé lors du Sommet de Québec, en 2008".

"Dans le cadre de son séjour dans la capitale arménienne, le Secrétaire général de l'OIF participera en outre à la cérémonie d'ouverture du 37-ème Congrès de la FIDH, aux côtés de la présidente de la Fédération internationale des Droits de l'Homme (FIDH) et d'autres personnalités", indique la même source.

Selon le communiqué, "ce congrès, organisé sur le thème +le droit à un recours effectif devant une juridiction indépendante+, sera l'occasion pour Abdou Diouf d'affirmer la forte implication de la Francophonie dans le renforcement du système de justice pénale internationale et dans la lutte contre l'impunité".

http://www.aps.sn/aps.php?page=articles&id_article=66912